

**Diplomatie économique - Discours
de M. François Hollande, président
de la République, lors de la
cérémonie du French Tech Ticket
(Paris, 16 janvier 2017)**

Madame, Monsieur les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

Je voulais venir à cette occasion, celle où les lauréats qui ont été choisis l'année dernière font la démonstration qu'ils ont été bien sélectionnés et qu'ils ont pu mettre en oeuvre leurs projets et porter leurs initiatives, et lancer une nouvelle promotion qui confirme que l'opération va se prolonger, va se perpétuer, parce qu'elle réussit. Je voulais ici tous vous en remercier.

L'initiative French Tech Ticket, c'est une annonce que j'avais faite en 2013, lors des assises de l'entrepreneuriat, pour convaincre les jeunes créateurs, entrepreneurs, chercheurs qui étaient dans le monde et qui regardaient la France pour qu'ils décident de venir s'y installer, de venir y investir et de venir y créer, non seulement leur emploi, mais une entreprise.

Ce programme, je dois dire, a rencontré un succès encore plus grand que celui que l'on avait imaginé et je voudrais ici en remercier tous ceux qui y ont participé et contribué.

L'année dernière, nous avons fixé le nombre de places à 50 pour le French Tech Ticket. Nous avons reçu 1.400 candidats. Un véritable concours. Cette année, nous avons voulu aller plus loin et nous avons multiplié par quatre le nombre de visas et de bourses. Il y a donc 200 lauréats qui ont été retenus. Mais il y a eu 2.700 candidatures, issues de 90 pays, c'est-à-dire de la moitié du monde, notamment d'Inde, des États-Unis, du Brésil, de Russie, du Royaume-Uni - j'y reviendrai, enfin je reviendrai sur ce sujet.

Qu'est-ce que signifie ce mouvement, ce processus ? C'est d'abord que la France est un pays ouvert, profondément ouvert et qui considère que le monde peut lui apporter beaucoup, comme la France peut aussi contribuer à l'avenir du monde. Nous considérons que les échanges, bien sûr des marchandises, mais surtout des personnes et des capitaux qui peuvent s'investir utilement, c'est la clé, la condition même d'une mondialisation maîtrisée.

Alors, nous avons fait le choix, comme un pays ouvert, d'accueillir les talents, tous les talents, les talents économiques, scientifiques, culturels et grâce à un titre de séjour spécifique, ce qu'on appelle le «passeport talent», une procédure simplifiée et une bourse, de leur donner la possibilité de venir travailler, créer, développer ici en France.

Nous savons aussi qu'il y a de jeunes Français qui partent à l'étranger pour également étudier, créer, investir, entreprendre. Nous considérons que ce mouvement est aussi utile parce qu'ensuite ces jeunes reviennent dans leur pays et donnent également le meilleur de ce qu'ils ont pu engager loin de leur base d'origine.

La France, donc pays profondément ouvert, a voulu faire le choix dans l'économie numérique d'attirer des start-up. Il est vrai que nous avons ici ce qu'on appelle - Axelle Lemaire le fait mieux que moi - un écosystème, c'est-à-dire un environnement et que nous avons en plus porté grâce à la French Tech. Nous avons pu faire la démonstration qu'il faisait bon vivre pour les start-up en France et qu'on pouvait start-uper au pays. Mais en même temps qu'on pouvait aussi attirer des start-up venant du monde entier.

Je vais vous donner quelques chiffres. Les start-up françaises ont vu leur chiffre d'affaires progresser de près de 40% en 2015 et leurs effectifs croître de 30%. L'année dernière, trois start-up françaises ont fait leur entrée au Nasdaq. Sans parler des levées de fonds pour cinq start-up françaises qui ont dépassé les 100 millions d'euros cette année. Nous avons pu aussi nous féliciter de l'émergence de licornes, c'est-à-dire de start-up qui avaient suffisamment augmenté leurs activités pour dépasser un milliard d'euros de valorisation.

Nous avons voulu aussi que cette dynamique des start-up puisse se retrouver partout sur le territoire français. Nous avons labellisé un certain nombre de métropoles - je sais qu'elles sont présentes ici - pour que nous puissions, sur un certain nombre de sujets spécifiques, avoir, là encore, la capacité de développer à l'intérieur et d'attirer de l'extérieur.

Pour faire la démonstration de nos capacités et de nos talents, nous sommes aussi tout à fait disposés à participer à des grands événements, comme à Las Vegas. Il y a quelques jours, les deux ministres y étaient avec 180 participants français et c'était la deuxième délégation de start-up dans ce grand événement qui est celui de Las Vegas.

Ce mouvement est d'abord dû à la qualité de l'entrepreneuriat, à l'esprit d'innovation, à la recherche qui a été menée par beaucoup. Mais nous avons voulu l'accompagner, à travers des dispositifs fiscaux, avec la banque publique d'investissement, qui, dans cette économie numérique, contribue à lever des fonds pour les mettre à disposition des start-up. 200 millions d'euros ont été ainsi dégagés.

Nous avons voulu aussi qu'un programme, qui s'appelle le programme des investissements d'avenir, puisse relancer cet effort dans la durée. Un demi-milliard d'euros sont consacrés à un fonds national d'amorçage, qui est ouvert à toutes les jeunes entreprises, toutes les jeunes entreprises innovantes, quelle que soit leur nationalité.

Et puis, nous avons fait en sorte qu'il puisse y avoir pour les start-up un droit à l'expérimentation. Ça n'allait pas de soi en France. En France, on aime les règles pour tout le monde et on considère que, quels que soient les secteurs, chacun doit avoir les mêmes normes et les mêmes façons de produire ou de distribuer. Nous, nous avons pensé que pour l'économie

numérique, il fallait qu'il y ait un droit d'expérimentation pour les entreprises et notamment pour les jeunes entreprises innovantes, le temps qu'elles puissent tester leurs prototypes. Aujourd'hui, il y a plusieurs entreprises qui bénéficient de cette exemption.

Nous avons voulu aussi qu'il y ait une formation qui puisse être plus large pour les métiers du numérique. C'est ce qui a conduit à la grande école du numérique. Mon objectif, c'est d'ici la fin de l'année, qu'il y ait 10.000 apprenants qui puissent être formés dans ces écoles, partout sur le territoire, pour répondre aux besoins des start-up.

C'est aussi dans cet esprit que j'ai voulu qu'il y ait l'agence France entrepreneur, qui puisse, dans les territoires qui peuvent être les plus fragiles, avoir le souci de développer l'économie numérique.

Voilà ce que j'étais venu vous dire. Merci d'abord d'avoir fait confiance à la France. Merci d'être venus ici pour développer vos activités. Merci d'avoir compris que la France était un pays qui avait beaucoup de qualités pour l'innovation. Merci d'avoir aussi bien compris la géographie car, en venant en France, vous venez en Europe et c'est une chance d'être en Europe. C'est une chance d'être dans l'Europe à 27 si les Britanniques confirment et c'est bien leur intention de quitter l'Union européenne. C'est important d'avoir un grand marché à 27 et où justement, sur le numérique, nous allons pouvoir investir massivement. C'est ce qui peut d'ailleurs conduire des Britanniques à venir s'installer en France - je sais qu'il y en a quelques-uns ici. Nous allons comme mieux les accompagner pour mieux les convaincre.

C'est aussi pour nous une façon de faire comprendre au monde qu'il ne faut pas qu'il se retranche, qu'il se rétracte, y compris devant la plus grande puissance économique de la planète, qui doit être celle qui a normalement le plus confiance en elle-même et qui ne doit pas avoir peur. Car si elle commence à prendre peur - je parle des États-Unis d'Amérique pour ceux qui n'auraient pas la traduction simultanée. Si cette puissance commence à prendre peur d'elle-même, du monde, mais que va-t-elle être capable d'influencer, de produire comme rayonnement, d'attirer ?

Si on veut attirer, il faut être capable de pouvoir se projeter dans le monde entier. Nous avons, nous, cette responsabilité - j'entends les dirigeants politiques - de faire en sorte que nous puissions créer le meilleur environnement pour que les talents comme les vôtres puissent trouver le meilleur accueil, puissent circuler, puissent faire profiter au monde entier de ce que vous êtes capables d'imaginer, de concevoir, de diffuser à travers l'économie du numérique.

Donc, bienvenue à tous les talents, bienvenue en France, qui est une terre d'innovation, une terre de progrès, une terre de liberté, qui parce que justement elle est regardée comme un pays singulier, peut être à la fois attaquée - nous l'avons été - mais est capable aussi de se mettre debout pour défendre le drapeau de la liberté partout dans le monde.

Bienvenue ici parce que la France est un pays qui a des traditions, qui a une histoire, qui a un mode de vie, qui a une culture, mais qui a toujours eu confiance dans la science, dans le progrès, dans la découverte, dans la recherche, dans la création. C'est ce que vous avez sans doute voulu aussi témoigner en venant ici en France, pour créer et pour nous offrir votre talent.

Alors, cette opération sur le Ticket français, le French Tech Ticket - je ne devrais pas parler comme ça, je le sais, «French Tech Ticket», on devrait dire ticket français pour la technologie, mais c'est pour vous attirer qu'on fait ça ! - donc, cette mission French Tech va continuer à produire tout ce qui peut vous convaincre.

L'agence du numérique va lancer un dispositif pour aussi améliorer la diversité dans les parcours entrepreneuriaux. Parce que pour nous, c'est important qu'il ait des créateurs qui viennent du monde entier. Mais c'est aussi important qu'il y ait des créateurs qui viennent de nos quartiers, de nos villes, de nos espaces ruraux, que chacune et chacun puisse penser qu'il a sa chance.

Nous voulons aussi que cette opération puisse se prolonger dans l'avenir et nous allons même l'amplifier. Chaque année, d'ici à 2020, il y aura un appel à candidatures pour le French Tech Ticket qui sera ouvert à 200 nouveaux entrepreneurs, qui viendront ici en France, à Paris, sur tous les territoires, pour s'ajouter à vos propres expériences, à vos propres réussites.

Voilà ce que nous avons voulu engager, une ouverture au monde, une capacité à créer ici en France, un accueil qui doit être exceptionnel. Exceptionnel au sens où les procédures doivent être facilitées. Exceptionnel parce que vous avez un «passeport talent» qui vous suivra. Et aussi exceptionnel dans le soutien financier que l'on peut vous apporter dans un premier temps. Parce que finalement vous êtes le meilleur investissement que l'on peut faire. Grâce à cette opération, vous allez créer, vous allez développer, vous allez multiplier les emplois. Nous avons considéré que vous avoir était déjà la meilleure façon d'être compétitifs en France. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)